

---

**CHRONIQUE**

## **Élections en Honduras : stabilité politique au coût de la démocratie**

**Par Samuel Breton\***

**L'appel aux urnes de novembre 2017 au Honduras, marqué par des irrégularités confirmées par diverses organisations internationales, s'est rapidement transformé en violence opposant les forces de l'État à des manifestants. Face à ces événements, les leaders des Amériques acceptent tout de même les résultats du vote pour des raisons de politiques internationales.**



Photo : manifestation en Honduras

Les élections tenues au Honduras le 26 novembre 2017, opposant principalement [Juan Orlando Hernandez](#) du Parti national du Honduras, en quête d'un second mandat, à [Salvador Nasralla](#), leader du Parti de coalition anticorruption, ont été gravement minées par des cas d'[irrégularités](#) relevées par les observateurs de l'Organisation des États américains (OÉA) et des Nations Unies (UN). Les gestes reprochés au camp du Président Hernandez sont, entre autres, d'avoir réussi à faire tomber le système informatique utilisé pour le comptage des votes le 27 novembre 2017, alors que M. Nasralla détenait l'avance, pour ensuite être rétabli le 28 novembre 2017 avec une nette avance, et ce, même si la tendance antérieure des votes [semblait garantir la victoire à la coalition anticorruption](#). Le candidat Hernandez est aussi soupçonné d'avoir fait voter des personnes décédées et des émigrés du pays, d'avoir chassé les journalistes étrangers pour s'assurer de ne pas avoir de couvertures internationales de ses [malversations électorales](#), ainsi que d'avoir acheté le vote de communautés entières. Finalement, il aura fallu [deux semaines](#) pour connaître les résultats, confirmant en quelque sorte la nature irrégulière du vote.

Dès le lendemain, le pays sombre dans la violence. Les manifestants demandent un nouveau vote, tandis que les forces de l'État répriment les opposants pendant tout le mois de décembre 2017 et une partie du mois de janvier 2018. L'escalade de la violence a mené à la mort de plus de trente manifestants. Selon l'organisme humanitaire Committee of the Families of the Disappeared in Honduras, [les forces de sécurité ayant commencé à tirer avec de vraies cartouches dans la foule](#).

Cet épisode tragique dans la politique hondurienne est le résultat de deux conjonctures intrinsèquement entremêlées. D'une part politique interne, plus précisément la détérioration des standards démocratiques depuis le coup d'État de 2009; et d'autre part, la politique étrangère des États-Unis. Il semble ainsi judicieux d'observer ces événements d'abord sous l'angle de la politique interne avant de s'attarder au rôle qu'a joué la politique étrangère américaine dans le conflit.

### **Une détérioration progressive du système politique, 2009-2017**

L'épisode peut être interprété comme le résultat d'un effritement de la démocratie au Honduras, au moins depuis le coup d'État de 2009. À cette occasion, le Président Manuel

Zelaya a été poussé à l'exil par l'armée pour vouloir tenir un référendum afin de décider des modifications constitutionnelles, [qui incluait notamment la possibilité de réélection pour la fonction présidentielle](#), interdit selon la constitution nationale. Le pays avait alors connu d'importants affrontements entre la société civile et les forces armées. Depuis ces événements, la politique du Honduras a été dominée par le Parti national qui a mené une vaste campagne de « nettoyage politique » dans laquelle [plusieurs milliers d'opposants au gouvernement ont été emprisonnés, délégitimant, voire désillusionnant les Honduriens face à la classe politique](#). L'arrivée du Président Hernandez en 2014 a renforcé cette tendance ; en effet, il a procédé à des suspensions constitutionnelles et il a imposé des couvre-feux à deux reprises.

Au cours de ces huit années, un rapprochement notoire entre le pouvoir exécutif et judiciaire s'est opéré. En effet, Hernandez a su habilement naviguer à travers le système politique du Honduras et il a réussi à promulguer [l'annulation par la Cour suprême de l'article 239 de la constitution](#) interdisant un deuxième mandat présidentiel ([argument principal derrière le coup d'État de 2009 contre Manuel Zelaya](#)). Pour ce faire, il a réussi à tirer du Tribunal électoral suprême [un jugement lui accordant le droit de se représenter aux élections](#) (alors que cela est interdit par la constitution), soulignant la graduelle prise en main personnelle des différentes sphères du pouvoir du Honduras, infléchissant ainsi la pratique du pouvoir selon des standards de démocratie de plus en plus discutables.

La complexité de la situation au Honduras n'est pas seulement imputable à ces événements politiques. Le Honduras est malheureusement le [champion mondial du nombre d'homicides par 100 000 habitants, une plaque tournante du commerce de stupéfiants, une société marquée par les inégalités socio-économiques dans lesquelles se côtoient économie formelle et informelle, un pays qui compose avec un niveau de corruption élevé et un niveau extrême de pauvreté. Enfin, les États-Unis exercent une grande influence sur le pays](#), notamment par le biais de l'aide pour la sécurité nationale.

### **La responsabilité des États des Amériques**

De fait, la dichotomie de l'attitude des gouvernements des Amériques, en particulier des États-Unis, envers la situation politique au Honduras est révélatrice. Alors que les

irrégularités durant les élections du 26 novembre 2017 ont été relevées à la fois par les observateurs de l'OÉA et de l'ONU, les gouvernements des États-Unis, du Canada et du Mexique, entre autres, ont immédiatement reconnu la légitimité du gouvernement d'Hernandez. L'attitude de Washington, avant tout, traduit ainsi la préférence pour la stabilité en Amérique latine à tout prix, et ce, même au coût de la démocratie.

Dans les Amériques, le Honduras est devenu un élément stratégique de la géopolitique des États-Unis. En effet, M. Hernandez s'est révélé un allié particulièrement précieux et fidèle dans la militarisation de la lutte contre la drogue. [Loin d'être anecdotique, on note la complicité du gouvernement hondurien dont la politique est marquée par le laisser-aller pour les agents de la Drug Enforcement Agency \(DEA\) sur le territoire du Honduras, ainsi que la présence de la base militaire américaine la plus importante d'Amérique centrale avec plus de 500 soldats stationnés en permanence sur le territoire.](#) Dans cet ordre d'idées, les intérêts géopolitiques américains dans la région semblent ainsi préconiser la liberté d'action dans la région plutôt que le soutien au développement politique. C'est donc à ce prix que Washington est prêt à monnayer son soutien, même lorsque les exactions s'avèrent aussi criantes que dans le cas hondurien de 2017.

Les bonnes relations entre le Honduras et les États-Unis présentent également des avantages pour les dirigeants du Honduras. De fait, en échange du renouvellement des permis de protection temporaire de plus de [50 000 migrants honduriens](#) arrivés depuis 2009 au Texas, l'administration du Parti national du Honduras s'engage à mettre en place d'importantes politiques visant à stopper l'émigration illégale vers les États-Unis. Pour M. Nasralla, cela représente une des facettes du pacte informel entre Washington et M. Hernandez : en échange du ralentissement du flux migratoire, Washington s'engage à ne pas renvoyer les migrants dans un pays déjà gravement instable et appui le gouvernement d'Hernandez. Cet échange minerait ainsi gravement la pratique démocratique du Honduras.

Ces élections, jugées irrégulières par les observateurs envoyés par l'OÉA et l'ONU, soulèvent un questionnement. Peut-on déceler une tendance à prioriser la stabilité et la coopération des régimes d'Amérique latine au détriment du respect des droits fondamentaux de la personne et des standards démocratiques ?

## **Quel avenir pour le Honduras ?**

Alors que le calme semble revenir dans le pays, et que le chef de l'opposition s'est réfugié à Miami, que peut-on espérer d'un gouvernement qui, si certes bénéficie de supports extérieurs importants, gouverne d'une manière plutôt autoritaire ?

Il importe néanmoins de noter que [plusieurs unités de la police aient refusé de réprimer les manifestants et de mettre en œuvre le couvre-feu.](#) Il semble ainsi que le Président Hernandez n'a pas le contrôle absolu de son appareil de sécurité, pourtant l'un des principaux axes de son pouvoir. Pourtant, il convient pour la communauté des pays des Amériques de surveiller la situation au Honduras, celle-ci n'étant vraisemblablement pas aussi stable qu'Hernandez le présente. Le contexte hondurien est d'autant plus important étant donné la position stratégique du Honduras pour la stabilité régionale, notamment dans le contexte des problèmes liés à la violence au Nicaragua, au El Salvador et au Mexique.

*\* Auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines (CEI).*